MARCHE PUBLIC

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteurs

Groupement de commandes constitué entre :

FranceAgriMer (coordonnateur du groupement)

(Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer)

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

ET

UNICID (l'Union Nationale Interprofessionnelle Cidricole)

Par convention constitutive ponctuelle

Objet du marché

Fourniture d'informations relatives aux ventes de cidres en grande distribution sur le marché français et aux achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile

---

Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert

en application des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code susvisé

Lien direct de téléchargement du dossier de consultation : https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3065334&orgAcronyme=b4n

Date et heure de remise des candidatures/offres **: 02 novembre 2026 avant 12h00**

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION 4

2. CONDITION DE CONSULTATION 5

3. DUREE DU MARCHE 7

4. DOSSIER DE CONSULATION DES ENTREPRISES 8

4.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION MIS A LA DISPOSITION DES ENTREPRISES 8
4.2 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION 8
4.3 DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 9

5. DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES 9

6. CONDITIONS DE PARTICIPATION 9

6.1 QUI PEUT PARTICIPER 9
6.2 LA CANDIDATURE 10
6.3 L'OFFRE 10

7. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS 11

7.1 LES DOCUMENTS A REMETTRE 11
7.2 REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE 11
7.3 COPIE DE SAUVEGARDE 11

8. ANALYSE DES PLIS ET SELECTION DES TITULAIRES 12

8.1 ANALYSE DES CANDIDATURES 12
8.2 ANALYSE DES OFFRES 13
8.3 PRECISION DEMANDEES AUX CANDIDATS ET NEGOCIATION 13
8.4 CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE 14

9. SIGNATURE DU MARCHE 14

9.1 JUSTIFICATIFS A PRODUIRE PREALABLEMENT A LA NOTIFICATION DU MARCHE 14
9.2 ACTE D'ENGAGEMENT DU MARCHE 14
9.3 SIGNATURE ELECTRONIQUE 14
9.3.1 DISPOSITIONS GENERALES DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE 14

9.3.2 EXIGENCES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE 15
9.3.3 OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS 16

10. RECOURS 16

ANNEXE 1 - DOCUMENTS ET INFORMATIONS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE 17

ANNEXE 2 - PRESENTATION DE LA PLATE-FORME PLACE 19

ANNEXE 3 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU 20

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Objet du marché :

La présente consultation a pour objet la fourniture d'informations relatives aux ventes de cidres en grande distribution sur le marché français et aux achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile.

Contexte du marché :

En 2025, environ 30 % des ménages français ont déclaré avoir acheté du cidre pour leur consommation à domicile. Le niveau d'achat moyen s'établit à 4 litres par foyer et par an, pour une dépense annuelle de 13,82 € par acheteur. En grande distribution, les ventes de cidre ont représenté 37,7 millions de litres, pour un chiffre d'affaires de près de 121 millions d'euros.

Toutefois, la consommation de cidre s'inscrit dans une tendance baissière observée depuis plusieurs années. Dans ce contexte, l'inflation récente apparaît comme un facteur ayant renforcé la pression concurrentielle, notamment au profit d'autres catégories de boissons, telles que la bière ou les boissons sans alcool.

Plus globalement, le contexte inflationniste a conduit à une évolution des comportements d'achat des ménages. Bien que la consommation en valeur demeure relativement stable, les volumes vendus enregistrent une légère contraction d'une année sur l'autre. Cette situation s'explique notamment par des arbitrages budgétaires accrus dans un environnement de hausse des prix alimentaires, conduisant à une réduction des achats de produits jugés non essentiels, parmi lesquels figurent les boissons alcoolisées.

La diminution des ventes de cidre résulte ainsi de plusieurs facteurs concomitants : une baisse du nombre d'acheteurs, une réduction des quantités achetées par acte d'achat, un recul des occasions de consommation, ainsi que des arbitrages de consommation défavorables.

Par ailleurs, en dépit de l'existence de temps forts de consommation, tels que l'Épiphanie et la Chandeleur, le cidre peine à élargir sa consommation au-delà de ces périodes spécifiques.

Au regard de ces éléments, il apparaît nécessaire de disposer d'un suivi précis et régulier de la consommation de cidre par les ménages français, afin de mieux appréhender les évolutions du marché et d'éclairer les actions des acteurs de la filière.

C'est dans ce cadre que l'UNICID et FranceAgriMer lancent le présent appel d'offres.

2. CONDITION DE CONSULTATION

❖ **Catégorie de prestations** :

Services

❖ **Nomenclature – Code CPV** descripteur principal :

79300000 : Etudes de marché et recherche économique, sondages et statistiques.

❖ **Variantes** :

Le marché n'autorise aucune variante.

❖ **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :**

Le marché ne prévoit pas de PSE.

❖ **Prestations similaires :**

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

❖ **Forme du marché** :

Marché simple à prix global et forfaitaire.

❖ **Allotissement du marché** :

Les prestations sont réparties en 2 lots distincts désignés ci-dessous :

Lots	Désignation
1	Fourniture d'informations sur les ventes de cidres en grande distribution sur le marché français.
2	Fourniture d'informations relatives aux achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

❖ **Procédure de consultation :**

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L.2120-1-3°, L.2124-2, R.2124-2-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

L'avis d'appel public à la concurrence est publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

- **Budget maximal alloué au marché** :

Sur la durée totale du marché, le budget maximal général alloué à l'étude de **144 000 € HT** est réparti comme suit en cas d'affermissement de toutes les tranches des deux lots :

LOT 1

Le budget maximum alloué de **120 000 € HT** est réparti comme suit :

- Tranche ferme (Fourniture des données 2027 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français) : 30 000 € HT
- Tranche optionnelle 1 (Fourniture des données 2028 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français) : 30 000 € HT
- Tranche optionnelle 2 (Fourniture des données 2029 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français) : 30 000 € HT
- Tranche optionnelle 3 (Fourniture des données 2030 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français) : 30 000 € HT

LOT 2

Le budget maximum alloué de **24 000 € HT** est réparti comme suit :

- Tranche ferme (Fourniture des données 2027 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile) : 6 000 € HT
- Tranche optionnelle 1 (Fourniture des données 2028 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile) : 6 000 € HT
- Tranche optionnelle 2 (Fourniture des données 2029 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile) : 6 000 € HT
- Tranche optionnelle 3 (Fourniture des données 2030 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile) : 6 000 € HT

- **Groupement d'opérateurs économiques** :

Conformément aux articles L2141-13 et R2142-19 à R2142-26 du code de la commande publique, l'opérateur économique peut répondre sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Au niveau de la candidature la nature du groupement d'opérateurs est libre. Lors de l'attribution, le mandataire conjoint devra devenir solidaire du groupement conjoint. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Dans le cadre de la consultation, FranceAgriMer n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement
- en qualité de membre de plusieurs groupements

❖ **Langue du marché :**

Les candidatures et offres sont entièrement rédigées en langue française en vertu de l'article R2151-12 du code de la commande publique.

❖ **Délai de validité des offres** :

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3. DUREE DU MARCHE

Pour chaque lot, le marché est conclu au niveau de sa tranche ferme à compter de sa notification. En cas d'affermissement de toutes les tranches optionnelles suivantes, le marché est conclu pour une durée totale maximale de 4 ans et 5 mois.

Les tranches du marché prennent fin pour le lot 1 :

- au 01 mars 2028 pour la tranche ferme (Fourniture des données 2027 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français)
- au 07 février 2029 pour la tranche optionnelle 1 (Fourniture des données 2028 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français)
- au 07 février 2030 pour la tranche optionnelle 2 (Fourniture des données 2029 de

ventes de cidres en grande distribution sur le marché français)

- au 07 février 2031 pour la tranche optionnelle 3 (Fourniture des données 2030 de ventes de cidres en grande distribution sur le marché français).

Les tranches du marché prennent fin pour le lot 2 :

- au 01 mars 2028 pour la tranche ferme (Fourniture des données 2027 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile)
- au 07 février 2029 pour la tranche optionnelle 1 (Fourniture des données 2028 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile)
- au 07 février 2030 pour la tranche optionnelle 2 (Fourniture des données 2029 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile)
- au 07 février 2031 pour la tranche optionnelle 3 (Fourniture des données 2030 sur les achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile).

4. DOSSIER DE CONSULATION DES ENTREPRISES

4.1 Composition du dossier de consultation mis à la disposition des entreprises

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes 1, 2, 3.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes (RGPD, propriété intellectuelle et charte de déontologie), commun aux 2 lots.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun aux 2 lots.
- Cadre de réponse technique (CRT) à compléter par le soumissionnaire pour chaque lot.
- L'annexe financière à compléter par le soumissionnaire pour chaque lot (une annexe financière par lot).
- L'attestation sur l'honneur « Russie » à compléter par le soumissionnaire.

4.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est mis gratuitement à disposition des candidats sur PLACE (plate-forme de dématérialisation des achats de l'Etat) via www.marches-publics.gouv.fr. L'inscription sur celle-ci est nécessaire pour permettre aux soumissionnaires de recevoir les réponses apportées par FranceAgriMer à leurs questions ainsi que les éventuelles modifications des documents de consultation.

Les opérateurs économiques peuvent formuler des demandes de renseignements complémentaires d'ordre administratifs ou d'ordre technique. Les questions pourront être

posées au plus tard **jusqu'au 23/10/2026** et les réponses seront communiquées aux opérateurs économiques **au plus tard le 27/10/2026.**

Aussi il est vivement recommandé aux candidats potentiels d'indiquer le nom de la personne physique ayant effectué le téléchargement du dossier de consultation ainsi qu'une adresse courriel valide, et qui le restera pendant toute la durée de la mise en concurrence, afin que puissent leur être communiqués les compléments d'informations et les éventuelles modifications sur le dossier de consultation.

Les soumissionnaires devront par ailleurs veillez à vérifier que l'adresse : 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' passe outre les filtres et proxy mis en place dans l'entreprise

4.3 Délai de modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date de réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il en informera tous les candidats s'étant fait connaître lors de la demande du dossier de consultation, dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Ceux-ci devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

5. DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres devront parvenir à FranceAgriMer au plus tard le **02 novembre 2026 avant 12h00**. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux que ne respectent pas le formalisme décrit ci-dessous ne seront pas retenus.

6.CONDITIONS DE PARTICIPATION

6.1 Qui peut participer

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités de l'UE, c'est-à-dire à tous les citoyens de l'Union, à toutes personnes physiques ayant leur domicile dans l'Union et à toutes les personnes morales enregistrées dans l'Union.

6.2 La candidature

Le dossier de candidature présenté par le soumissionnaire doit comporter les éléments décrits dans l'annexe 1 du RC.

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public. Il s'ensuit donc qu'une même personne ne peut être la signataire de plusieurs propositions présentées au nom de sociétés distinctes.

Toutefois, il n'est pas interdit que des sociétés distinctes dirigées par la même personne puisse présenter leur candidature à un marché public dès lors qu'elles ne sont pas représentées par la même personne, par l'effet d'une délégation de pouvoirs par exemple.

Par ailleurs, dans l'hypothèse de la soumission par plusieurs sociétés d'un même groupe de sociétés, la candidature devra faire mention du niveau de participation financière de la société mère dans le capital de la filiale et de l'identité des dirigeants. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de saisir la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) dès lors qu'il juge que des candidats au marché ont établi leurs offres en commun ou qu'ils ont communiqués entre eux pour les établir.

6.3 L'offre

Le dossier d'offre présenté par le soumissionnaire doit comporter par lot, sans obligation de signature électronique (seul l'acte d'engagement fourni au stade de l'attribution devra l'être):

1. **L'annexe financière** jointe au dossier de consultation des entreprises et complétée,

   NB : En cas de recours à la sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre : la proposition financière sera accompagnée pour chaque sous-traitant de l'acte de sous-traitance (imprimé DC4) complété en matière de nature des prestations sous-traitées, nom, raison ou dénomination sociale et adresse du sous-traitant, montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, conditions de paiement.

2. La grille de **décomposition du prix global et forfaitaire** fixé par le soumissionnaire selon un cadre libre de son choix et détaillant notamment le coût journalier des personnes travaillant sur le projet.

3. **La proposition technique du soumissionnaire répondant aux éléments du cadre de réponse technique (CRT)** afin de répondre aux critères de sélection à l'article 8.2 du présent RC. Le soumissionnaire complète le CRT ou fourni un mémoire technique reprenant les items du CRT.

La réponse du soumissionnaire vaut engagement ; en l'espèce, s'il est retenu, il est tenu de signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté, à l'attribution du marché, par le pouvoir adjudicateur.

7.CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

7.1 Les documents à remettre

Les candidatures et offres sont **exclusivement transmises par voie dématérialisée sur la plateforme Place.** A titre de rappel, les pièces attendues :

- au titre de la candidature sont listée à l'article 6.2 et dans l'annexe 1 au présent document
- au titre de l'offre sont listées à l'article 6.3.

Aucun envoi par courriel ne sera accepté.

Les plis qui parviendraient au-delà du **02 novembre 2026 - 12h00** seront éliminés par le pouvoir adjudicateur. A ce titre, il appartient aux candidats de tenir compte des délais de transmission électronique.

En cas d'envois successifs par un même candidat, seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis sera retenu.

7.2 Remise des plis par voie dématérialisée

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement** sur la plate-forme PLACE via https://www.marches-publics.gouv.fr (présentation de la plateforme PLACE : annexe 2)

Au stade du dépôt du dossier de candidature/offre, aucune signature n'est exigée.

Les plis sont horodatés. Tous plis déposés après la date et l'heure limites seront écartés.

7.3 Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut effectuer en parallèle de la transmission électronique et, **à titre de copie de sauvegarde**, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, de son dossier de candidature/offre. Cette transmission doit impérativement parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures/offres, soit au plus tard le **02 novembre 2026 avant 12h00.**

La copie de sauvegarde doit comporter une enveloppe comportant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES OUVERT – COPIE DE SAUVEGARDE
Objet : MEP – **Fourniture d'informations relatives aux ventes de cidres en grande distribution sur le marché français et aux achats de cidres par les ménages français pour leur consommation à domicile – lot(s)xx**

Société :

OUVERTURE UNIQUEMENT PAR LE SG – Service de la Politique et des Stratégies Achat ET QU'A COMPTER DU 02/11/2026 AU DELA DE 12h00

Le pli est à adresser à :

FranceAgriMer

SG- Service de la Politique et des Stratégies Achat
12 rue Henri Rol-Tanguy
TSA 20002 – 93555 Montreuil Cedex

Le dossier de sauvegarde du soumissionnaire doit permettre de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité. Toute copie de sauvegarde parvenue hors délai sera inscrite au registre des dépôts mais sera rejetée.

L'ouverture de la copie de sauvegarde s'effectue selon les dispositions fixées en la matière par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

8.ANALYSE DES PLIS ET SELECTION DES TITULAIRES

8.1 Analyse des candidatures

L'examen des dossiers de candidatures sera fait au vu des pièces administratives exigées en annexe 1 au présent document.

La vérification des informations s'effectuent dans les conditions prévues aux articles R.2144-3 à R.2144-4.

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Si FranceAgriMer constate, au plus tard avant l'attribution du marché public, que des éléments de candidature dont la production était réclamée sont absents ou incomplets, il peut demander au candidat concerné de compléter son dossier de candidature. En tout état de cause, la candidature incomplète ou qui demeure incomplète à la suite d'une demande de compléments sera éliminée.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché sont également éliminées.

8.2 Analyse des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du dossier de consultation. Leur examen se fera dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-6 et R.2152-1 à R.2152-5 du code de la commande publique.

L'analyse sera effectuée selon les critères de sélection suivants :

Critères et sous-critères pour chaque lot	Pondération
Critère : valeur technique décomposé en 5 sous critères	**60 %**
1)Compréhension du sujet	8 %
2)Qualité de la méthodologie mise en œuvre	20 %
3)Analyse des informations et des livrables	14 %
4)Qualifications (profils, références et le rôle) des personnes en charge de la réalisation des prestations	13 %
5)Démarches environnementales et sociales mises en œuvre pour la réalisation des prestations	5 %
Critère : prix des prestations (total des tranches du lot)	**40 %**

Les offres font l'objet d'une notation sur la base du prix HT dont la méthode de notation sera la suivante : (prix le plus bas/prix noté) * 40 points.

L'offre régulière obtenant la note la plus élevée est classée première et sera retenue.

En cas d'égalité entre deux candidats, l'offre financièrement la plus intéressante sera classée en première position.

8.3 Précision demandées aux candidats

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de demander aux soumissionnaires de régulariser, dans un délai approprié, les offres qu'il aura jugées irrégulières (ex : informations absentes dans le mémoire technique du soumissionnaire, absence de grille de décomposition du prix global et forfaitaire, erreur dans le calcul du prix TTC, erreur de TVA, …), à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8.4 Choix de l'attributaire

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue provisoirement, sous réserve que le candidat concerné fournisse dans le délai qui sera indiqué dans la décision d'attribution, les pièces administratives listées à titre d'information en annexe 1 et en annexe 3 du présent document.

9.SIGNATURE DU MARCHE

Les documents requis ci-dessous seront à déposer par le candidat retenu sur la plateforme PLACE via www.marches-publics.gouv.fr (Cf. présentation annexe 2).

9.1 Justificatifs à produire préalablement à la notification du marché

Le soumissionnaire retenu devra fournir dans un délai fixé par FranceAgriMer dans le courrier d'attribution, les justificatifs et moyens de preuve, attestations et certificats utiles à la validation de sa candidature indiqués dans l'annexe 3 du RC.

A défaut de production de ces documents dans le délai imparti, l'offre du soumissionnaire retenu défaillant est rejetée et le candidat éliminé. Un autre soumissionnaire dans l'ordre de classement est alors sollicité pour produire ces documents avant que le marché ne lui soit attribué.

9.2 Acte d'engagement du marché

A l'issue de la procédure de consultation, le pouvoir adjudicateur transmettra au candidat retenu, à des fins de formalisation du marché, le formulaire ATTRI1, valant acte d'engagement, et le cas échéant l'acte de sous-traitance.

Il reviendra au candidat retenu de signer ce(s) document(s) :

- **par le biais d'un certificat de signature électronique** délivré par un prestataire répondant de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement 910/2014 du 23 juillet 2014 ou un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

  Cf. ci-dessous les dispositions relatives à la signature électronique.

9.3 Signature électronique

9.3.1 Dispositions générales de la signature électronique

- Un Zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.
- La réponse du soumissionnaire doit comprendre le justificatif attestant de la capacité du détenteur du certificat électronique à engager la société.

9.3.2 Exigences relatives à la signature électronique

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat qualifié de signature du signataire qui doit être valide (eIDAS).
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats règlementaires dans l'un des trois formats acceptés

  ** le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé, à savoir :

***1er cas** : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n°910/2014 du parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 relatif à l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur"*

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

www.lsti-certification.fr

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

***2ème cas** : Le certificat de signature électronique certifié par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes de l'annexe I du règlement n°910/2014 du parlement européen.*

La plate-forme de dématérialisation «PLACE» accepte tous les certificats de signature électronique.

Le soumissionnaire s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur, à savoir :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification…) ;

- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

9.3.3 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État. Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la plate-forme des achats de l'Etat, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document **(lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français)** et ce, gratuitement.

10. RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et d'apporter des précisions concernant les délais d'introduction des recours :

Tribunal administratif de Montreuil : 44 RUE I ET FREDERIC JOLIOT CURIE.

Tél : 01.49.20.20.00. Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Dépôt dématérialisé du recours : Télérecours (telerecours.fr)

Possibilité d'introduction :

- référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (CJA, art L.551-1 et s)
- référé contractuel (CJA, art L. 551-13 et s)
- recours de la jurisprudence CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

ANNEXE 1 - DOCUMENTS ET INFORMATIONS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Les candidats doivent utiliser le DUME pour présenter leurs candidatures.

Ce document est disponible gratuitement sur https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer

D'autres justificatifs pourront être regardés comme équivalents à ceux indiqués ci-avant dans le cas de sociétés nouvellement créées.

Devront être fournies à l'appui du DUME les pièces suivantes :

☒ Des pièces justificatives relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat.

☒ Le cas échéant, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) en cas de situation de redressement judiciaire (ou dans une situation similaire pour les opérateurs économiques établis à l'étranger).

IMPORTANT :

Les dossiers doivent être rédigés en français. A tout document rédigé dans une autre langue doit impérativement être joint une traduction en français.

Pour les candidatures en groupement d'opérateurs économiques :

Dans l'hypothèse où le candidat se présente en groupement d'opérateurs économiques pour faire acte de candidature, un DUME doit être complété par chacun des opérateurs économiques prenant part au groupement..

En outre le mandataire du groupement de commandes doit fournir complété le formulaire 'DC1' téléchargeable sur le site https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

Pour les candidatures avec un sous-traitant :

Un DUME doit par ailleurs être remis par chaque sous-traitant présenté .

Au dossier de candidature du titulaire doit être jointe une attestation du sous-traitant indiquant qu'il disposera des capacités annoncées pour l'exécution de ses prestations sur la durée du marché.

Le soumissionnaire est dispensé de fournir les documents ci-avant requis dans la mesure où il fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations permettant à FranceAgriMer d'obtenir directement ces documents via un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique. L'accès à ces documents par FranceAgriMer doit être gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les documents ci-avant requis dans la mesure où il a eu l'occasion de fournir ceux-ci dans le cadre d'une précédente consultation lancée par FranceAgriMer. Le recours à cette disposition n'est possible que si les documents précédemment transmis demeurent valides.



Il est rappelé que, **sauf si ces documents sont remis en même temps que le pli initial**, le candidat retenu (ou l'ensemble des membres du groupement) devra remettre les pièces administratives indiquées en annexe 3 du présent RC.

ANNEXE 2 - PRESENTATION DE LA PLATE-FORME PLACE

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Les soumissionnaires disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique «aide» de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des soumissionnaires ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants :.pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, docx, xlsx ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;

- Macros , ActiveX, applets, scripts, javascripts, etc.

Le soumissionnaire s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de l'offre du soumissionnaire devra être traité préalablement à son envoi par un antivirus.

Guide de la plateforme PLACE et guide de la dématérialisation des marchés publics.

ANNEXE 3 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Les documents requis ci-dessous seront demandés lors de l'attribution du marché et seront à déposer par le candidat retenu sur la plateforme PLACE (via www.marches-publics.gouv.fr).

☒ **Le DUME signé** (puisque la signature n'est pas exigée lors du dépôt de la candidature) selon les dispositions précisées à l'annexe 1 du présent règlement de la consultation ;

☒ Le cas échéant, les éléments nécessaires à la régularisation du dossier administratif (éléments initialement requis absents ou incomplets) ;

☒ Si non disponible sur l'outil Place par l'acheteur, la dernière attestation de régularité fiscale exigible et attestant la souscription des déclarations et le paiement des impôts et taxes dus au Trésor public[1] (impôt sur les sociétés[2] et TVA) ; *(cf. art R2143-7 du CCPublique ; art 1 de l'arrêté du22/03/2019 ECOM1830220A) ;*

☒ Si non disponible sur l'outil Place par l'acheteur, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** ; *(cf. art R2143-7 du CCPublique ; art 2-I à 2-III de l'arrêté du 22/03/2019 ECOM1830220A ; art D8222-5 ou D8222-7 code du travail et L243-15 du code de la sécurité sociale) ;*

☒ Un relevé d'identité bancaire (RIB) ;

☒ Par anticipation une attestation d'assurance (**art 18 du CCAP**) en cours de validité.

[1] **En matière de TVA : pour un redevable au réel mensuel**, la dernière échéance contrôlée portera sur l'avant-dernier mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée ; **pour un redevable au réel trimestriel**, la dernière échéance contrôlée portera sur le dernier trimestre pour lequel la date limite de dépôt est échue le mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée. **En matière de résultat :** pour les attributaires soumis à l'IS, le dernier exercice contrôlé portera sur l'exercice dont l'obligation déclarative est échue au jour de la demande.

[2] Impôt sur le revenu s'agissant des personnes physiques.

☒ **Pour le candidat attributaire employant des travailleurs détachés** et avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail ; *(cf. art. 2143-8 du CCpublique ; R 1263-12 du code du travail) ou une attestation sur papier libre indiquant ne pas être concerné.*

☒ **Pour le candidat attributaire employant des travailleurs étrangers** (hors travailleurs détachés), un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, conformément aux dispositions des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ; *(cf. art. 2143-8 du CCpublique ; D.8254-2 du code du travail) ou une attestation sur papier libre indiquant ne pas être concernée.*

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux-ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

*
* *

A titre d'information :

1. **le certificat «social»**, peut être délivré en ligne sur le site concerné (ex : l'Urssaf, la MSA)
2. **le certificat «fiscal»**, qui permet de justifier de la régularité de leur situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenu :
    - directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
    - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur…)